

RFI, 29/05/2009

Interview de Jacques Dupuydauby par Christophe Boisbouvier, émission Invité Afrique

« Après 4 ans de procédures judiciaires, un jugement favorable au groupe Bolloré est attendu et selon des sources judiciaires, tout s'est brusquement accéléré.

Est-ce à dire que Faure Gnassingbé a finalement décidé de lâcher Jacques Dupuydauby ?

Selon des sources concordantes, le président français avait interpellé son homologue togolais sur la question lors du sommet Europe-Afrique au Portugal en 2007, et nul n'ignore que Vincent Bolloré est un proche du président Français. Certains observateurs y voient un geste vis-à-vis de Nicolas Sarkozy avant la présidentielle togolaise de 2010. »



29/05/2009

Dupuydauby perd le Togo

« Malgré son montant, cette créance de l'Etat ne suffit pas expliquer que les dirigeants d'une enseigne historiquement implantée au Togo et ayant leurs entrées auprès de personnalités de premier plan au sein du gouvernement aient pu être inquiétés de cette façon.

Selon plusieurs observateurs une main politique agirait en toile de fond, qui ne serait autre que celle de Faure Gnassingbé. A quelques mois de la présidentielle prévue en mars 2010, le chef de l'Etat continuerait à « remettre de l'ordre dans la maison » en s'en « prenant à un personnage encombrant », jugé trop proche des anciens caciques du régime de Eyadema-père.

Tout en adressant un signal fort à Paris, cette stratégie permettrait également au groupe Bolloré, concurrent de Progosa, de reprendre pied au Togo. « On sait qu'une élection au Togo ne se joue pas sans la France, commente un fonctionnaire international en poste à Lomé. Et il vaut mieux être plus près de Nicolas Sarkozy en ce moment ». »

Le Monde

Le Monde - 30/05/2009

Rival de Bolloré, Progosa est évincé du port de Lomé

« A l'Elysée, jeudi matin, on se refusait à tout commentaire sur l'hypothèse selon laquelle le régime togolais, soutenu par la France, chercherait aujourd'hui à renouer avec M. Bolloré, proche du président Sarkozy. "Quand on est ami de la France, il faut penser aux entreprises françaises", aurait glissé M. Sarkozy, fin 2007, au président togolais Faure Gnassingbé, selon *Le Canard enchaîné*. En décembre dernier, une nouvelle licence de manutention pour le port de Lomé avait été accordée non à Bolloré mais à un consortium franco-italo-suisse. »



Libération - 30/05/2009

Le meilleur ennemi de Bolloré poursuivi

« Le régime de Faure Gnassingbé a-t-il lâché Progosa pour mieux se jeter dans les bras de Bolloré, à quelques mois de la présidentielle ? C'est déjà ce qui se murmure dans la capitale togolaise. »

JEUNE AFRIQUE

Toute l'actualité africaine en continu

Jeune Afrique 31/05/2009

Dupuydauby en disgrâce

Le vent a donc tourné pour le PDG de Progosa. Y compris sur le plan politique. D'aucuns voient en effet derrière le retour de Bolloré la main du président togolais. Faure Gnassingbé souhaiterait par là adresser un signal fort à l'industriel breton, ami intime de Nicolas Sarkozy, afin de gagner le soutien du chef de l'État français pour la présidentielle togolaise de mars 2010.

Mandat d'arrêt international contre Dupuydauby ; qu'en est-il de Charles Debbasch ?

Liberté (Togo) - 02/06/2009

LIBERTE
«Liberté, ce bien qui fait jour des autres biens» TRI-HEBDO
TRI-HEBDOMADAIRE / N°512 DU 02/06/2009 - PRIX : 250 F.CFA

L'Etat togolais et son sens du respect des lois

**Mandat d'arrêt international contre Dupuydauby;
qu'en est-il de Charles Debbasch ?**

Que juste au lendemain de son départ, intervenu dans les conditions décrites par lui-même, on lance un mandat d'arrêt contre Dupuydauby, il y a lieu de se poser la question de savoir, pourquoi c'est après avoir quitté le pays « arivu et avu » de tout le monde, et même du président de la République, que le procureur de la République, Robert Bakat, que certains se plaisent à nommer le « Awilo Longoba togolais », (le propriétaire de tous les dossiers), se contente de lancer un mandat d'arrêt international contre le PDG de PROGOSA.

Bolloré claims victory in Togo rights dispute

Lloyd's List, 05/06/2009

« Progosa's loss of favour with the Togolese authorities is being widely attributed in France to political pressure on President Faure Gnassingbe from President Nicolas Sarkozy, a close friend of Bolloré group chairman Vincent Bolloré. Mr Sarkozy is reported to have urged President Gnassingbe to drop his support for Mr Dupuydauby and Progosa during an Europe-Africa summit meeting in Portugal in 2007. The fact that Mr Gnassingbe has done so now is being interpreted by French commentators as a goodwill gesture to assure French support for his candidature in the Togolese presidential elections next year. »

Un proche de Dupuydauby accuse le doyen Debbasch de tirer sur les ficelles

Nouvel Echo (Togo) - 05/06/2009



L'affaire Progosa ravit la vedette à l'affaire Kpatcha

Un proche de Dupuydauby accuse le doyen Debbasch de tirer sur les ficelles

Dupuydauby jouissait des bonnes grâces du pouvoir au Port Autonome de Lomé, au dépend de Bolloré, qui pourtant avait gagné un procès contre lui dans le contrôle de la manutention de ce poumon de l'économie du Togo. Durant la lune de miel, le protégé du pouvoir se vantait du soutien indéfectible de certains barons, ainsi que celui de son ami Debbasch. Coup de théâtre, Progosa vient d'y être bouté suite à une fraude fiscale avancée, tel qu'il en ressort de l'annonce faite jeudi dernier sur le site gouvernemental. Un imbroglio s'instaure et présage un débat houleux autour de cette affaire. Dores et déjà, un proche de Dupuydauby y trouve la main noire de l'ami d'hier, Debbasch. Et pour quelle fin ? En attendant la version explicite du gouvernement, nous vous proposons ci-dessous le commentaire de cet observateur

Comment expliquer la tournure dramatique prise par une procédure apparemment anodine de simple contrôle fiscal ? Comment le groupe Progosa a-t-il pu être brutalement évincé du port de Lomé, du jour au lendemain, sans raison, alors que le groupe travaillait main dans la main avec les Togolais depuis bien dix ans, pour le plus grand bien du port et de notre économie ?

Il y a en coulisses la main du conseiller de Faure, Charles Debbasch. Les observateurs n'ont en effet pu manquer de s'étonner de la troublante coïncidence entre les ennemis de Progosa et le retour du doyen Charles Debbasch à Lomé après quelques jours passés en France...

Il est vrai que Debbasch aurait un intérêt personnel à se faire un allié de Bolloré, l'ami proche du président

Sarkozy.

Pour ceux qui ne connaîtraient pas le palmarès de ce sinistre personnage, rappelons que Charles Debbasch a fait l'objet en 1992 en France de plaintes pour abus de confiance et escroquerie, portant sur le détournement d'une dizaine de tableaux au profit d'une société suisse, d'un gros - chèque d'un galeriste américain et d'argent appartenant à la Fondation Vasarely. Condamné en 2005 à deux ans de prison, dont un an ferme pour détournement d'œuvres, il n'a jamais purgé sa peine, s'étant réfugié au Togo pour échapper à la justice française.

Français naturalisé togolais, il a su s'insinuer dans les bonnes grâces du pouvoir togolais, au point d'être aujourd'hui l'incontournable conseiller spécial du chef de l'Etat togolais, Faure Gnassingbé, sur lequel il exerce dans



Bolloré

l'ombre ses talents de manipulateur.

Malgré le mandat d'arrêt dont il fait l'objet, M. Debbasch a pu, il y a quelques jours, retourner librement en France, voyager le plus normalement du monde sur un vol AF régulier, sans être aucunement inquiété par la justice française.

Comme par hasard, c'est le jour du retour de Debbasch à Lomé que Progosa a été chassé du Togo et Bolloré installé en triomphateur à la tête de la société S.E.2M. Comme par hasard, M. Debbasch a obtenu l'apparente clémence de la justice française, qui l'a laissé séjourner en France en toute impunité, au moment même où la France prend possession du port de Lomé au travers de M. Vincent Bolloré.

Cette coïncidence semble d'autant



Debbasch

plus troublante que Bolloré emplit à son service l'épouse du Procureur Général de Paris, Laurent Lemesle, l'un des magistrats les plus influents du pays qui, sous l'autorité hiérarchique directe du Garde des sceaux, supervise l'essentiel des affaires sensibles et décide des choix de politique pénale.



Dupuydauby

La femme de M. Lemesle, Adeline Lemesle, est salariée de Bolloré, pour qui elle travaille comme « documentaliste ».

Des lors, comment ne pas imaginer que la bonne fortune de Bolloré au Togo et l'indulgence de la justice française vis-à-vis de Debbasch sont étroitement liées ?...

Bientôt votre journal
«Nouvel Echo» devient
Bi-Hebdomadaire

De fortes pressions de Nicolas Sarkozy sur Boni Yayi et Faure

La Nouvelle Marche (Bénin) - 12/08/2008



Plus qu'un journal, c'est un idéal de vie

ACTUALITE

AFIN DE CONFIER LES TERMINAUX PORTUAIRES DE COTONOU ET DE LOMÉ AU GROUPE BOLLORÉ

De fortes pressions de Nicolas Sarkozy sur Boni Yayi et Faure Gnassingbé

De sources généralement dignes de foi, le président français Nicolas Sarkozy exercerait de fortes pressions sur les présidents béninois Boni Yayi et togolais Faure Gnassingbé pour la concession des terminaux portuaires de Cotonou et de Lomé à l'homme d'affaire français Vincent Bolloré. En effet, dans le but de rendre leurs ports respectifs compétitifs, les gouvernements béninois et togolais avaient décidé de confier la manutention portuaire à des sociétés privées qui ont une expérience avérée dans le domaine. C'est ainsi qu'au Togo cette activité a été confiée au groupe Progosa à travers la concession du terminal portuaire. Au Bénin, des dispositions sont en train d'être prises pour la concession du terminal portuaire à des privés. Cette opération permettra selon les spécialistes, à l'Etat béninois d'engranger d'importantes bénéfices et de rendre compétitif ce secteur. Au regard de ce que cette activité est très florissante et vu les rapports qui le lient au riche homme d'affaire Vincent Bolloré, le chef de l'Etat français Nicolas Sarkozy passe par tous les moyens afin que les deux chefs d'Etat précités confient leurs ports au groupe Bolloré. Et pour y parvenir, tous les moyens sont bons. De ces mêmes sources, il ressort que le numéro 1 français, ami personnel de Bolloré userait de chantage et conditionne son soutien aux chefs d'Etat béninois Boni Yayi et togolais Faure Gnassingbé pour leurs prochaines élections présidentielles à la concession des deux terminaux portuaires au groupe Bolloré. Pour rappel, il faut noter que les togolais seront appelés à choisir leur président en 2010 alors que leurs frères béninois le feront une année après c'est-à-dire en 2011. Pour qui connaît le résultat issu des urnes aux dernières législatives au Togo et les déboires politiques que connaît actuellement Boni Yayi dans son pays, il y a de quoi dire que la formule est toute trouvée.

Un dilemme pour Faure Gnassingbé

Et pour cause : quand on sait que le groupe Bolloré a connu de sale temps au Togo du fait de son



Faure Gnassingbé



Nicolas Sarkozy

implication dans des affaires d'achat de magistrats dans un dossier qui l'opposait à un tiers, on peut quand même imaginer la suite. Dans le même temps, le groupe espagnol Progosa dont le Pdg est Jacques Dupuydauby à qui l'Etat togolais a concédé le terminal portuaire a en 6 ans hisser le Port autonome de Lomé dans le concert des ports les plus compétitifs de la sous région et respecte au pied de la lettre les clauses du contrat. En plus à travers sa fondation, ce groupe ne rate aucune occasion pour venir en aide aux populations à travers des actions sociales. C'est ainsi qu'on lui a vu construire des modules de classes, des centres pour personnes âgées, des centres de loisir pour jeunes dans plusieurs localités du pays. A l'approche de la rentrée scolaire cette fondation n'hésite pas à mettre à la disposition de milliers d'écoliers des fournitures scolaires. Des actes sociaux qui plaisent au gouvernement en place. De l'autre côté, le président Faure Gnassingbé a besoin du soutien de la France dans l'échéance de 2010 du moment où elle ne sera pas une mince affaire. En témoigne la mobilisation qui s'observe déjà du côté de l'Union des forces du changement, le principal parti d'opposition du pays de Gilchrist Olympio. Et quand on sait qu'en 2010 c'est Nicolas Sarkozy qui sera toujours à l'Elysée, il y a matière à réflexion.

Le choix limité pour Boni Yayi

Juste après son accession à la magistrature suprême de son pays, le président Béninois Boni Yayi se permettait quelques "folies" du moment où il avait des coudees franches. Il pouvait à l'époque tenir tête à qui que ce soit fut-il Nicolas Sarkozy dans la mesure où il jouissait d'une popularité à nul autre pareille et n'avait pas le sommeil troublé par les opposants à son régime. Deux ans après, beaucoup d'eau a trop coulé sous le pont. Aujourd'hui, en plus de faire face à la crise de la cherté de la vie

consécutives à la hausse des prix du pétrole qui le rend impopulaire, Boni Yayi doit gérer l'humeur des députés qui ne sont plus tendres avec lui. En effet, la lune de miel qui avait caractérisé sa gouvernance s'est transformée en lune de fiel depuis qu'il ne dispose plus d'une majorité à l'Assemblée nationale. L'échec aux dernières communales, municipales et locales de sa formation Forces cauris pour un Bénin émergent dans les grandes villes du pays n'est pas de nature à le rassurer pour 2011. Vu sous cet angle, on peut sans risque de se tromper affirmer que le chantage du président français en faveur de son ami Bolloré à toutes les chances d'aboutir si tant est que Boni Yayi tient à remplir à l'élection prochaine dans son pays.

Sarkozy - Bolloré, collision entre politique et affaire

Qu'il vous souvienne qu'au lendemain de son élection, le président français Nicolas Sarkozy s'est tapé quelques jours de congé aux frais de l'homme d'affaire Vincent Bolloré. C'est ainsi qu'on la vu se la couler douce en compagnie de son ex épouse Cécilia sur le yacht de ce riche. Cette affaire avait fait grand



Vincent Bolloré

bruit à l'époque dans les médias français. Au sujet de toute polémique concernant la provenance des fonds alloués à cette escapade, Nicolas Sarkozy avait laissé entendre à l'époque que tout était pris en charge par son ami Bolloré. Comme on le voit les relations entre Bolloré et Sarkozy ne datent pas d'aujourd'hui. Les mauvaises langues affirment même que le magna des médias français a débaptisé financièrement à sa campagne électorale. C'est ce qui fait dire à plusieurs observateurs qu'il y a collision entre la politique et les affaires en France. Et comme dans pareil scénario, c'est donnant-donnant, le président français compte retourner l'accusation à son ami en usant de son influence pour lui confier les ports africains qui lui échappent peu à peu. Quoi de plus normal, seulement cette

opération est accompagnée de chantage et ceci sans se soucier de l'intérêt des Etats qui dans leur ensemble ne veulent plus que le groupe Bolloré s'enrichisse sur les dos de leurs peuples respectifs. En témoigne ses déboires en Côte d'Ivoire, au Sénégal, au Cameroun, au Gabon et au Togo. Aujourd'hui, ils sont plusieurs ces gouvernements qui ne veulent plus confier à ce groupe l'exclusivité de la manutention portuaire de leur pays. Reste que Sarkozy n'est pas n'importe qui, on parle du président de la France.

Cotonou et Lomé comme des soupapes de sécurité Il y a peu Vincent Bolloré et son groupe éponyme avaient été déboutés par la justice gabonaise de l'exploitation des ports gabonais de Owendo et de Port Gentil. Ceci quelques mois seulement après avoir perdu le port de Dakar devant des concurrents de Dubaï. Son avenir au port de Douala aussi est incertain avec le procès en cours pour "favoritisme et corruption" au sujet de la "exploitation du terminal à conteneurs. Bref, le groupe Bolloré est en train de perdre du terrain et dans le souci de garder toujours son emprise dans les activités portuaires en Afrique, il compte sur Cotonou et Lomé pour se repositionner dans un environnement qui est



Boni Yayi

devenu très concurrentiel. Comme on le voit sachant que ces deux pays peuvent facilement accéder à cette demande de la métropole, il ne se fait pas prier pour accentuer la pression. S'il réussissait son coup en obtenant les terminaux à conteneurs des ports de Cotonou et de Lomé, on peut sans risque de se tromper affirmer que loin d'être une victoire significative par la taille des infrastructures ou de l'importance de leur chiffre d'affaire, c'est davantage une victoire symbolique. Tant il est vrai que le groupe compte plus sur les nouveaux secteurs comme les médias dans lesquels il investit énormément.

Rochereau K. AVIDOUTE

SUPPOSÉ DESTITUTION DE MATHURIN NAGO DU PERCHOIR

L'honorable Emile Tossou rassure sa base (Il n'y aura pas de destitution)

C'est un secret de polichinelle que les députés de l'opposition parlementaire nourrissent l'envie de procéder à la destitution du président de l'Assemblée nationale béninoise, le professeur Mathurin Coffi Nago. Mais au regard du dernier développement, il est plus que certain que cette éventualité est loin d'aboutir. C'est qu'a tenu à expliquer à sa base, l'honorable Emile Tossou. Elu dans la 16^e circonscription, ce député des Forces Cauris pour un Bénin émergent (Fcbe) rassure sa base électorale que ce schéma n'est plus d'actualité. Pour lui la destitution du président du perchoir n'est plus possible dans la mesure où les élus du peuple de la mouvance présidentielle ont resserré les rangs. Ils sont plus qu'unis pour aider le chef de l'Etat dans sa vision. Les petites divisions internes sont aplanies et ils comptent parler d'une seule voix. C'est dire que le vou cher à certains de voir Mathurin Nago quitter la présidence du parlement ne sera pas réalisé. L'honorable Emile Tossou est foncièrement contre cette destitution et af-



Emile Tossou

firme qu'elle n'est plus envisageable ceci du moment où pour que cela arrive il faut que l'opposition parvienne à débaptiser 9 députés de la mouvance présidentielle. Ce qui n'est plus possible. C'est dire que Mathurin Nago continuera à conduire les destinées de la deuxième institution du pays. Quand une défense est renforcée, il est difficile de marquer des buts et les députés de l'opposition doivent l'apprendre à leur dépend.

Eros NOUWOKPO